

Indonésie : la mobilisation pour une vraie réforme agraire s'affronte au néolibéralisme

*par Indra Sakti Lubis**

« Pour servir les intérêts du peuple dans le futur, l'économie politique devrait gérer le pays sur la base de la réalité actuelle. Le fait est que l'Indonésie est un pays agricole. La terre est le principal moyen de production et il est important que le peuple la contrôle. »

Mohammed Hatta, père fondateur de la République d'Indonésie, 1943.

L'Indonésie est un des plus grands pays agricoles du monde. La majorité de sa population habite dans les zones rurales et travaille dans l'agriculture. L'agriculture n'est pas seulement un gagne-pain pour le paysan indonésien : la vie sociale et la culture des villages sont basées sur elle.

Après la proclamation de l'indépendance de l'Indonésie (le 17 août 1945), le gouvernement a constaté que beaucoup d'entreprises, notamment d'immenses plantations, restaient aux mains des Hollandais. Cette situation a engendré un plan de nationalisation des plantations, destiné à contribuer

* **Indra Sakti Lubis** est responsable de la recherche, de l'éducation et de la coordination à la *Federasi Serikat Petani Indonesia - Federation of Indonesian Peasant Union (FSPI)*, Indonésie.

Traduit de l'anglais par le CETIM.

Indonésie

au développement du pays et qui constituait l'axe central du projet national de développement agricole.

Après un long débat sur le programme de développement agricole, qui a duré 11 ans, le Président Sukarno et le parlement ont finalement traduit l'article 33 de la Constitution¹ dans la loi en 1960. Cette loi (UU N° 5/1960), appelée UUPA, est devenue texte de référence pour la restructuration du système agraire, que le colonialisme et le féodalisme avaient déséquilibré.

Des lois sur le partage du profit (UU N° 2/1960) et sur un tribunal de la réforme agraire (UU N° 21/1964), ont aussi été promulguées.

Le développement capitaliste pendant l'Ordre nouveau

Les efforts pour restructurer le système agraire après l'indépendance ont obtenu peu d'effets à cause de la situation politique, et notamment de l'éviction de Président Sukarno et de l'arrivée au pouvoir du Suharto qui inaugure la période qu'on appelle l'« Ordre nouveau ».

L'Ordre nouveau ne voyait pas le développement agricole du point de vue du peuple et ne considérait donc pas la réforme agraire comme un outil de développement. L'Ordre nouveau avait un modèle du développement de l'Indonésie basé sur la croissance économique et financé par l'étranger.

Pour promouvoir le développement capitaliste, l'Ordre nouveau a approuvé les loi suivantes :

- N° 1/1967 sur l'investissement étranger ;

¹ La terre, l'eau, et les ressources naturelles qu'elles contiennent, appartiennent à l'Etat et seront utilisées dans l'intérêt du peuple.

- N° 6/1968 sur l'investissement intérieur ;
- N° 5/1967 sur les forêts ;
- N° 11/1967 sur les mines ;
- N° 1/974 sur l'eau.

Alors que l'UUPA était une loi générale, l'Ordre nouveau a fragmenté la législation agricole dans des lois sectorielles. L'UPPA n'a jamais été abolie, mais elle n'a jamais été appliquée.

Pour promouvoir un développement capitaliste, l'Ordre nouveau a aussi mis en œuvre diverses politiques qui ont détruit la vie sociale des paysans, telles que :

- l'encadrement des mouvements populaires par la création d'une organisation paysanne unique, HKTI, et l'interdiction des organisations indépendantes, ainsi que par l'interdiction pour la population de s'exprimer et d'organiser des réunions de village ;
- l'utilisation de l'armée (TNI) et de la police (POLRI) indonésiennes pour soutenir le capital en intimidant le peuple lors de luttes pour la terre ; l'armée avait une doctrine appelée « double fonction » qui lui permettait d'intervenir dans les conflits sociaux et la vie politique ;
- la rupture des liens entre les partis politiques et le peuple, par la modification de la réglementation sur les partis et les élections, ainsi que par la politique dite de la « masse fluctuante » qui consistait à interdire l'activité politique au niveau local, en dehors des campagnes électorales ; les partis ont été nettement affaiblis par cette politique ;
- le mépris des valeurs culturelles traditionnelles pour s'emparer de la terre des paysans : non seulement les paysans qui refusaient de vendre leurs champs aux investisseurs, ou au gouvernement, ont été accusés d'être des rebelles ou de s'opposer au développement, mais leurs valeurs culturelles

Indonésie

furent ouvertement bafouées, comme par exemple à Uang Silih Jariah, à l'Ouest de Sumatra, ou à Pago-Pago, au Nord de Sumatra, sans tenir aucun compte de la résistance des populations locales ; la tradition veut pourtant que les terres restent propriété des communautés qui portent leur nom. Elles ne peuvent qu'être empruntées, ou données à un membre de la communauté, mais jamais vendues et aliénées à un tiers.

La politique économique de l'Ordre Nouveau a créé des milliers de conflits agraires durant lesquels non seulement la terre fut confisquée mais des leaders paysans sont morts en se battant pour le droit à la terre.

D'après les chiffres du Consortium de la réforme agraire (KPA), entre 1970 et 2000, il y a eu 1 744 cas de conflits agraires portant sur 5266 418 hectares et dont 258 022 ménages paysans furent les victimes.

D'après les chiffres de la Commission nationale des droits humains (KOMNASHAM), entre 1994 et 2000, 1 816 cas de conflits agraires lui ont été rapportés. Les conflits pour la terre sont devenus les violations des droits humains les plus fréquemment traitées par la Commission.

Ces cas ont été rendus publics et enregistrés, mais beaucoup n'ont pas pu être résolus parce que l'armée était impliquée.

Les politiques de l'Ordre Nouveau servaient les intérêts du capital international, comme on peut le constater en examinant ses deux buts les plus importants, et d'ailleurs interdépendants :

- a) **Le programme mondial de Révolution verte**, auquel l'Indonésie a participé. Selon l'idéologie de la Révolution verte, toutes les terres appartenant aux paysans et aux peuples indigènes devaient

être utilisées pour garantir la sécurité alimentaire de la nation. Tout a été fait pour augmenter la production agricole en intensifiant l'agriculture et en augmentant l'usage d'engrais, de pesticides et de semences hybrides. Ce programme a détruit la vie sociale dans les campagnes et augmenté la dépendance du pays à l'égard de certains groupes de personnes ou de sociétés transnationales.

b) **Le programme concernant le marché de la terre.**

La Banque mondiale, à travers son projet d'administration des terres (Land Administration Project, LAP) et avec l'appui du gouvernement australien (AusAID), a appliqué un programme qui consiste à enregistrer, cartographier, mesurer et certifier les terres d'Indonésie. Ce programme a indirectement forcé les paysans et les peuples indigènes à se défaire de leurs terres.

Le modèle de développement capitaliste, appliqué par l'Ordre nouveau et soutenu par le capital international, a diminué les surfaces cultivées de 102 780 hectares par an, ce qui représente une diminution moyenne de 0,4 % par an dans l'île de Java et de 0,83 % dans le reste du pays (d'après les chiffres du Bureau national de la statistique publiés en 2000). D'après les chiffres du BAPPENAS, publiés en 1996, le nombre de paysans sans terre est passé de 5,032 millions à 9,054 millions entre 1983 et 1993, bien que la croissance du PIB indonésien soit passée de 4,3 % à 7,3 % dans la même période. Ces statistiques montrent clairement que le développement capitaliste n'amènera jamais la prospérité aux paysans.

La libéralisation de l'agriculture menace les paysans

Indonésie

Cette dégradation de l'agriculture indonésienne a causé une diminution des surfaces appartenant aux paysans. D'après une statistique de 1993, 11 804 605 ménages de travailleurs agricoles ou de paysans possédaient moins de 0,1 hectare, ce qui représente 43 % des ménages villageois. Seuls 16 % de ces ménages possédaient plus de 1 hectare de terre.

Ce déséquilibre a causé la pauvreté et la faim dans les villages qui frappent l'Indonésie depuis la fin de la crise de 1997. C'est dans cette situation injuste que l'Indonésie a été contrainte de rentrer dans l'OMC, prétendument pour sortir de la crise économique mondiale.

Il ne faut pas négliger l'influence des politiques du FMI, entérinées par le gouvernement indonésien dans une « lettre d'intention » déclarant vouloir résoudre la crise économique dans le cadre du *programme d'ajustement structurel** du FMI. Ces politiques ont permis l'implantation du néolibéralisme en Indonésie. Voici comment la Federasi Serikat Petani Indonesia (FSPI) perçoit ces politiques :

- a) Le gouvernement indonésien a cédé à la pression du FMI et baissé ses taxes sur les importations de produits agricoles à 0 %. En conséquence, les prix du riz et du sucre sont tombés très bas. Les manifestations de protestation des paysans n'y ont rien changé : le gouvernement a seulement permis l'augmentation des droits de douane jusqu'à 30 %, ce qui est très loin du maximum autorisé par l'OMC et des demandes paysannes qui réclamaient jusqu'à 160 % d'imposition.
- b) A cause de la pression du FMI, l'Indonésie doit privatiser son patrimoine et ses entreprises

* Voir « Glossaire » en annexe de fin, n.d.l.e.

nationales. En fait, elle doit les vendre aux investisseurs étrangers. La vente des entreprises nationales et surtout des terres aux investisseurs étrangers risque de créer des propriétés qui ne seraient plus soumises à une quelconque réforme agraire.

- c) Le gouvernement a diminué les subventions agricoles en Indonésie. Le FMI a déclaré que ces subventions ne faisaient que déséquilibrer le budget de l'Etat. En fait, les pays riches subventionnent leurs paysans et pratiquent même le dumping des produits agricoles. La baisse de ces subventions ont rendu la production et la compétition plus difficiles pour les paysans.

Ces politiques sont devenues les conditions du FMI pour l'obtention de prêts. La dette est d'ailleurs une des causes de la dévastation de l'Indonésie.

Une autre conséquence de la mondialisation a frappé l'Indonésie : l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM). Les semences OGM développées par *Monsanto* et connues en Indonésie sous le nom de *PT Monagro Kimia Industry* sont en train d'être introduites. On trouve déjà des OGM dans beaucoup de régions indonésiennes tels que le coton Bt qui est cultivé dans le Sud de Sulawesi. Le riz doré, modifié avec des gènes de carotte, va arriver très bientôt. L'arrivée de ces nouvelles technologies dans l'agriculture va mettre en danger la santé humaine. De plus, la recherche dans le domaine des OGM est suivie par le dépôt de brevets qui dépouillent indirectement la population de la biodiversité (bio-piraterie !). Aujourd'hui, de nombreuses variétés de soja indonésiennes ont été brevetées au Japon et aux USA. Les efforts pour introduire les OGM en Indonésie sont soutenus par les sociétés transnationales et par l'aide financière

Indonésie

internationale qui cherchent à introduire l'agriculture industrielle en Indonésie, notamment à travers un projet pilote financé par le Département de l'Agriculture et par certaines sociétés transnationales.

Ajouté au programme dit d'administration des terres, signalé plus haut, l'agenda de la mondialisation a ainsi fortement malmené les agriculteurs indonésiens. Ceux-ci sont les vrais laissés-pour-compte du développement agricole du pays.

La lutte de la FSPI pour une vraie réforme agraire

La Fédération des syndicats paysans indonésiens (FSPI) a été fondée le 8 juillet 1990, à Labu Rappa, dans le Nord de Sumatra. Elle faisait suite à une longue expérience de luttes aussi sporadiques que mal organisées, à d'innombrables discussions avec des paysans et à la volonté manifestée par des étudiants de s'engager pour promouvoir une véritable réforme agraire. Tout cela rendait la création d'une forte organisation paysanne à la fois nécessaire, urgente et possible.

La FSPI considère l'Indonésie comme un pays riche, avec de très vastes ressources naturelles. Mais elle la décrit aussi comme un pays agricole réclamant l'application d'une véritable réforme agraire, avec pour impératif une complète restructuration de la propriété du sol ainsi qu'un programme d'occupation et d'exploitation des terres capable de satisfaire les exigences d'une justice agraire. La réforme agraire englobe la terre, l'eau, et toutes les ressources naturelles qu'on ne peut pas traiter séparément.

La question agraire touche les domaines suivants :

- la terre ;
- les techniques de culture ;
- l'accès au capital et son utilisation ;
- les prix des produits agricoles ;
- la liberté d'association pour les paysans.

L'objectif de la réforme agraire est d'obtenir la justice, c'est-à-dire :

- un maximum et un minimum, clairement définis, concernant la propriété de terres agricoles ;

Indonésie

- l'interdiction des monopoles dans la production, comme dans la distribution, des produits agricoles ;
- une garantie de propriété de la terre établie par la loi ;
- l'assurance que tous les efforts soient entrepris pour que la pauvreté diminue et que la dignité humaine soit mieux respectée dans le secteur agricole.

Dans le cadre de la lutte pour une véritable réforme agraire en Indonésie, la FSPI encourage ses membres à occuper les terres dont le gouvernement et les investisseurs essaient de s'emparer. La FSPI a fait pression pour que le gouvernement admette que ses membres ont droit à la terre qu'ils occupent. Une assemblée paysanne a été organisée le 23 juin 1999, à Jakarta, à laquelle ont participé 4 000 paysans ainsi que, entre autres, le ministre des Forêts, le ministre de l'Aménagement du territoire et le Secrétaire général du Département de l'agriculture.

Lors de la journée des paysans, le 24 septembre 1999, la FSPI a aussi organisé un forum et un carnaval auquel ont pris part 2 000 paysans. En octobre 1999, environ 3 500 paysans ont manifesté devant les bureaux du Département de l'agriculture et devant le Parlement indonésien pour réaffirmer les demandes du mouvement.

Cette série d'activités a ouvert les portes d'une collaboration avec diverses ONG, comme le Consortium pour la réforme agraire (KPA) afin d'inciter l'Assemblée consultative du peuple (MPR) à approuver le décret sur la réforme agraire. Lors de sa session annuelle, en novembre 2001, ce parlement a d'ailleurs approuvé le décret XI/MPR/2001 sur la réforme agraire et la gestion des ressources naturelles.

La FSPI avait cependant recommandé le rejet de ce décret, celui-ci ayant été élaboré trop rapidement et sans consulter la population, notamment les paysans. De plus, son contenu était tout sauf adéquat.

En effet, selon la FSPI, cumulant les défauts, ce décret :

- offre aux capitalistes de nouvelles possibilités pour exploiter les ressources naturelles ;
- exacerbe les conflits entre paysans ;
- ne tient aucun compte des intérêts de la population et ne sert que les intérêts du capital ;
- favorise la mondialisation et le commerce international ;
- n'implique d'aucune manière les organisations paysannes dans le processus de réforme agraire, alors qu'elles en sont le principal soutien ;
- affaiblit la détermination à résoudre les conflits agraires en Indonésie ;
- réduit le sens de la réforme agraire en ne l'appliquant qu'à la terre ;
- favorise enfin le marché de la terre soutenu par la Banque mondiale.

Pendant la session annuelle de la chambre des représentants, à l'occasion de la Journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril 2001, la FSPI, la Commission nationale des droits humains d'Indonésie, ainsi que d'autres organisations paysannes et ONG, ont organisé la Conférence régionale sur la réforme agraire pour protéger et appliquer les droits des paysans. Cette conférence a produit des documents importants exprimant le point de vue des paysans sur l'application de la réforme agraire en Indonésie. La campagne pour l'adoption par la chambre des représentants d'un décret sur la question agraire avait été menée avec l'espoir qu'il deviendrait la base légale d'une véritable réforme

Indonésie

agraire, mais la réalité est restée très en dessous de ces attentes.

La veille, environ 2 500 membres de la FSPI ont mis sur pied une manifestation devant les bureaux du Ministère de l'agriculture pour demander l'arrêt des essais en champ du coton Bt dans le sud de Sulawesi. La manifestation s'est ensuite dirigée vers les bureaux de Monsanto à Jakarta où elle a symboliquement brûlé un ballot de ce coton factice.

La FSPI est opposée à l'utilisation de semences OGM et des autres biotechnologies qui sont déployées par les sociétés transnationales dans le monde. En effet, les produits OGM ne peuvent pas résoudre le problème de la faim dans le monde et serviront seulement à augmenter la dépendance des paysans envers les sociétés transnationales, ce qui détruira le mode de vie paysan dans le monde.

Sans l'application d'une véritable réforme agraire, on ne pourra pas faire cesser la faim dans le monde. Les paysans continueront à se battre pour une vraie réforme agraire en tant que moyen d'obtenir la justice sociale, le bien-être matériel, et la liberté.

FIAN - Appel Urgent (22.02.2002)

Des familles paysannes luttent pour leur terre et leur droit à la nourriture dans le village de Cibaliung

En novembre 2001, les forces de police locales brûlèrent 67 maisons, détruisirent des cultures et arrêtaient 49 paysans du village de Cibaliung, sous district de Cibaliung, régence de Pandeglang, province de Banten, Indonésie. La terre des paysans a été revendiquée par la compagnie d'Etat *Perum Perhutani* qui a marginalisé les paysans sur leur propre terre durant les deux dernières décennies, et tente maintenant de s'emparer de tout le village. Les familles paysannes persécutées par cette destruction font face à la famine et à la malnutrition. Encore aujourd'hui, neuf des fermiers arrêtés sont retenus en prison.

Un combat commun Nord-Sud

Dans l'Indonésie rurale, les fermiers qui pratiquent l'agriculture de subsistance composent la majorité de la population. La terre est le plus important moyen pour se nourrir. 49 paysans vivant dans le village de Cibaliung luttent pour leur terre et le droit à la nourriture.

En novembre 2001, la police locale arrêta brutalement ces 49 paysans, détruisit leurs cultures et brûla leurs maisons. Plus tard, au commissariat, ils furent menacés par la police locale d'être emprisonnés pendant une longue durée s'ils ne quittaient pas l'endroit immédiatement. Encore aujourd'hui, 9 des 49 paysans sont toujours retenus au poste de police de Pandeglang.

Avant 1980, la vie des paysans à Cibaliung était relativement prospère : ils maintenaient leur niveau de vie en faisant pousser du riz et d'autres cultures. Cependant, la situation changea rapidement après l'exécution du plan de reforestation de 1980. Suite à ce plan gouvernemental de reforestation, les fermiers furent forcés de planter des arbres sur leurs terres. Le gouvernement local, avec l'aide de l'armée indonésienne, exécuta le plan contre la volonté des paysans vivant dans la région. Alors que les années passaient et que la forêt s'étendait, le territoire imparti à la culture diminuait. Au même moment, *Perum Perhutani* commença à revendiquer toute la terre du village, c'est à dire 13 000 hectares environ. Il existe cependant des documents légaux prouvant que toute la région appartient aux paysans. Ces documents comprennent des titres de propriété de la terre donnés aux fermiers et une carte de la région qui indique qu'il n'y avait pas de forêt à Cibaliung avant les années 1980.

Les paysans furent petit à petit réduits à la pauvreté, au fur et à mesure que leurs récoltes diminuaient. Ils commencèrent à débattre des actions qu'ils devraient entreprendre afin de défendre leur droits sur leurs terres revendiquées par *Perum Perhutani*. En 1999, près de 300 familles locales tentèrent d'occuper 100 hectares de terre. Ces efforts furent cependant combattus par *Perum Perhutani*. Les paysans réussirent à reprendre 100 ha de leur terre, mais le prix à payer fut élevé : 17 d'entre eux furent arrêtés et condamnés à une peine de prison entre 1 et 2 ans.

L'incident de novembre 2001 indique que le conflit pour la terre entre les paysans et *Perum Perhutani* perdure aujourd'hui. Aussi longtemps que *Perum Perhutani* tentera d'occuper les terres des paysans, une menace d'expulsion forcée continuera à peser sur ces familles.

La situation actuelle menace le droit à la nourriture des gens vivant au village de Cibaliung. En ne garantissant pas un droit à leur terre, en ne leur fournissant pas une compensation correcte ou une réhabilitation, le gouvernement indonésien viole la Déclaration des droits de l'Homme et, en particulier, le droit de ces familles paysannes à se nourrir elles-mêmes.